

Priorités en matière de relations gouvernementales de l'ACDFL pour 2026

L'incertitude politique permanente qui entoure nos relations avec notre plus important partenaire commercial, une série de perturbations portuaires, des phénomènes météorologiques de plus en plus violents et les préoccupations continues des consommateurs concernant le coût des aliments posent des défis importants pour le secteur canadien des fruits et légumes frais cette année. L'ACDFL a continué de défendre les intérêts de ses membres et de l'ensemble du secteur canadien des fruits et légumes frais, tout en misant sur sa réputation d'organisme canadien ayant établi des relations à l'échelle mondiale avec des acteurs de toute la chaîne d'approvisionnement en fruits et légumes frais, de la ferme à l'assiette.

En 2025, l'équipe des relations gouvernementales de l'ACDFL a réalisé ce qui suit :

- Victoires réglementaires pour les membres atteintes grâce au retrait planifié des irritants de longue date relatifs à l'étiquetage par l'ACIA;
- Plaidoyer réussi en faveur du retrait des contre-tarifs sur certains fruits et légumes frais en provenance des États-Unis, qui imposaient des coûts aux entreprises d'import et aux consommateurs et qui menaçaient les entreprises d'export canadiennes;
- Plaidoyer réussi en faveur de la pérennisation du Programme national d'alimentation scolaire, comme annoncé dans le budget fédéral 2025;
- Initiatives de sensibilisation directement auprès de l'ensemble des partis politiques concernant les recommandations relatives aux plateformes électorales et poursuite des échanges de sensibilisation avec le Cabinet afin de faire progresser les priorités des membres à la suite de l'élection fédérale;
- Établissement de relations avec des parlementaires nouveaux et réélus lors de trois rencontres post-électorales à Montréal, Vancouver et Toronto;
- Organisation de notre premier événement sur le marché de l'exportation, avec la participation de parlementaires et de fonctionnaires à des discussions sur les difficultés et possibilités liées à la diversification et au renforcement des exportations de fruits et légumes canadiens pour notre secteur;
- Tenue de notre événement annuel Moisson d'automne sur la Colline du Parlement et accueil de parlementaires lors de l'Expo-congrès de l'ACDFL;
- Mise en avant de plus de 20 recommandations en vue du budget fédéral de 2025, ainsi que présentation de mémoires dans le cadre de plus d'une douzaine de consultations gouvernementales portant sur un large éventail de politiques ayant des répercussions sur nos membres;
- Collaboration avec des élus de tous les partis tout au long de l'année et renforcement de son engagement grâce aux *Nouvelles fraîches de l'ACDFL*, un bulletin d'information mensuel destiné aux parlementaires et à leur personnel, dans le but de mieux faire connaître l'ACDFL, nos principaux chevaux de bataille et les ressources que nous offrons au public;
- Collaboration avec des partenaires de tout le secteur des fruits et légumes d'Amérique du Nord et avec le secteur agricole dans son ensemble afin de renforcer les messages communs et de mieux reconnaître l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadiens dans la prise de décision gouvernementale.

En 2026, l'ACDFL compte poursuivre sur cette lancée, notamment en trouvant des moyens de nouer davantage de relations ciblées et stratégiques avec des parlementaires et de motiver nos membres à

participer à nos activités de défense de leurs intérêts. **Tous nos efforts de défense des intérêts continueront de renforcer l'idée que l'agriculture et la production alimentaire doivent être des priorités nationales de la stratégie économique globale « Bâtir » du gouvernement.**

En collaboration avec nos dirigeants et nos membres bénévoles, nous avons ciblé les secteurs stratégiques prioritaires suivants dans le cadre de nos activités de relations gouvernementales pour l'année à venir :

Principaux secteurs stratégiques

Examen de l'ACEUM et commerce international – Le secteur nord-américain des fruits et légumes frais est caractérisé par une forte intégration, ce qui a des retombées économiques, sanitaires et de sécurité alimentaire des deux côtés de la frontière, et le secteur canadien des fruits et légumes frais dépend d'un solide réseau de relations commerciales. Compte tenu de la volatilité persistante des échanges commerciaux avec les États-Unis, l'ACDFL a, au cours de la dernière année, mené des démarches importantes auprès des représentants gouvernementaux et fourni des ressources pour aider ses membres à composer avec l'évolution des politiques tarifaires. En 2026, l'ACDFL poursuivra ces efforts pour veiller à ce que les intérêts du secteur soient pris en compte dans les négociations du Canada avec nos partenaires commerciaux et collaborera avec ses partenaires internationaux pour promouvoir la facilitation du commerce dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Stratégie nationale sur la chaîne d'approvisionnement – Les maillons de la chaîne d'approvisionnement que sont le transport, l'accès frontalier et les ports d'entrée et de sortie sont essentiels pour assurer la circulation fluide des biens essentiels de notre côté de la frontière, pour soutenir à la fois notre compétitivité économique et la sécurité alimentaire dans tout le pays. En plus de retarder la livraison des fruits et légumes, qui sont périssables et souvent expédiés en grandes quantités, et de se traduire par des coûts supplémentaires pour les joueurs du secteur, les temps d'attente dans les ports peuvent également se traduire par des ventes perdues, entraîner la détérioration des produits et ainsi donner lieu à du gaspillage alimentaire. L'ACDFL a été ravie de constater que le budget fédéral 2025 prévoit des investissements importants dans les infrastructures commerciales essentielles, conformément à nos recommandations auprès du gouvernement. En 2026, l'ACDFL poursuivra ce travail et collaborera avec le Bureau national de la chaîne d'approvisionnement, l'ASFC, Transports Canada et d'autres ministères afin de plaider en faveur de l'inclusion d'infrastructures de chaîne du froid et d'autres investissements répondant aux besoins et priorités de nos membres.

Infrastructure – Il est essentiel que les collectivités canadiennes disposent de l'infrastructure essentielle nécessaire pour soutenir leur développement économique, renforcer leur résilience climatique et être en mesure d'attirer et de maintenir en poste davantage de travailleurs, aujourd'hui et à l'avenir. Des investissements stratégiques sont également nécessaires dans d'autres infrastructures en matière de systèmes alimentaires pour stimuler la croissance de notre secteur, améliorer la fluidité de la chaîne d'approvisionnement et entretenir la réputation de partenaire commercial fiable du Canada. Cet automne, le budget fédéral 2025 prévoyait d'importants nouveaux investissements dans les infrastructures commerciales et communautaires. En 2026, l'ACDFL continuera d'échanger avec les

décideurs pour défendre les priorités en matière d'infrastructures qui favoriseront la croissance du secteur des fruits et légumes, tout en s'assurant que les efforts du gouvernement visant à réduire les dépenses ne feront pas obstacle aux fonctions gouvernementales connexes essentielles qui facilitent les activités et échanges commerciaux, comme la capacité en matière d'inspections.

Mise en œuvre d'une protection financière – Après avoir mené des activités de défense de ses intérêts pendant des dizaines d'années, l'ACDFL a accueilli favorablement l'adoption du projet de loi C-280, la *Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais*, en décembre 2024. Le projet de loi C-280 établit un mécanisme de protection financière pour les vendeurs de fruits et légumes frais au Canada et ouvre la porte à une protection réciproque pour la vente sur le marché des États-Unis. En 2026, l'ACDFL travaillera à faire évoluer la publication des règlements nécessaires pour mettre en œuvre cette importante loi et obtenir le rétablissement de l'accès préférentiel à la protection de la *Perishable Agricultural Commodities Act* des États-Unis pour les vendeurs de fruits et légumes canadiens.

Autres priorités en matière de relations gouvernementales

- Augmentation de la consommation de fruits et légumes
- Modernisation de la réglementation et réduction de la paperasse
- Durabilité
- Innovation et investissement
- Main-d'œuvre

La collaboration avec d'autres organismes du secteur agroalimentaire et de la chaîne d'approvisionnement demeure primordiale pour l'ACDFL, en tant qu'outil stratégique pour promouvoir et amplifier nos messages au gouvernement quant aux principaux enjeux qui touchent notre secteur. En 2026, nous continuerons de miser sur ces efforts de collaboration sur les enjeux majeurs qui préoccupent nos membres, y compris ceux faisant en sorte que les priorités du secteur des fruits et légumes frais et du secteur agricole en général soient reflétées dans le programme « Bâtir » du gouvernement fédéral.

Pour en savoir plus sur les efforts que déploie l'ACDFL en matière de relations gouvernementales, communiquez avec Shannon Sommerauer, directrice principale, Relations gouvernementales et technologie du secteur, à l'adresse ssommerauer@cpma.ca.